

Synthèse : Les Défis Budgétaires de l'Algérie (2026-2030)

Le diagnostic

Depuis 2014, l'Algérie est entrée dans un régime de déficit budgétaire structurel. Ce déséquilibre n'est pas conjoncturel – il est systémique et conditionne désormais toute la stabilité macroéconomique du pays.

4 chiffres clés :

Déficit 2026 : 23% du PIB – les dépenses courantes dépassent 122% des recettes

Dette publique : quasi nulle en 2000 → 63% en 2026 → potentiellement 80% en 2030

Pertes fiscales : 15 milliards USD/an de recettes non collectées

ICOR de 8 : il faut 8 points d'investissement pour 1 point de croissance (vs 3-4 ailleurs)

Cette situation engendre un régime de dominance budgétaire où les déficits dictent la politique monétaire, alimentent l'inflation et érodent les réserves de change.

Les causes

Faiblesse fiscale – Recettes hors hydrocarbures < 11% du PIB. TVA sous-mobilisée, exonérations mal ciblées, rente insuffisamment captée.

Dépenses rigides – Masse salariale + subventions absorbent plus de 110% des recettes. Le fonctionnement de l'État est financé par le déficit.

Investissement inefficient – Volumes élevés (9% du PIB) mais rendement faible. Perte de 1-2 points de croissance par an.

Héritage procyclique – Les booms ont financé des dépenses permanentes ; les chocs ont comprimé l'investissement sans corriger les rigidités.

Les 4 axes de réforme

Élargir l'assiette fiscale – Réformer la TVA et les douanes pour capter les recettes existantes

Réformer les subventions – Passer de subventions généralisées à des transferts ciblés vers les ménages vulnérables

Améliorer l'efficience de l'investissement – Logique de performance plutôt que de volume

Ancrer un déficit soutenable – Cadre budgétaire crédible à moyen terme

L'enjeu

2026-2030 = période charnière. Sans réformes : cercle vicieux déficits-inflation-endettement. Avec une consolidation intelligente : stabilité restaurée et croissance inclusive.